

## Sous les apparences, ce que disent les résultats des élections grecques

Les commentaires vont bon train, suite aux élections grecques du 20 septembre, pour saluer une démocratie exemplaire, un « *message clair* » des électeurs, une « *confiance* » retrouvée, un « *mandat fort* » donné au nouveau gouvernement pour appliquer les mesures d'austérité voulues par les institutions européennes, etc. Ces interprétations des résultats méritent quelques sérieuses nuances. Regardons de plus près...

### L'abstention à un niveau record

Le score le plus frappant est celui de l'abstention, comme on le voit bien sur le tableau ci-dessous, qui reprend le résultat des élections législatives grecques depuis le début de la crise en 2009 (et ceux du référendum de juillet dernier). Il n'a jamais été aussi élevé dans ce pays où le vote est obligatoire. À plus de 43%, il grimpe de 6% depuis les élections de janvier dernier et atteint son plus haut niveau depuis la chute de la dictature en 1974. Par rapport au référendum, près de 600.000 personnes en moins se sont déplacées ; près de 700.000 en moins par rapport aux élections de janvier.

### Moins de la moitié des électeurs représentés au parlement

Contrastant avec l'enthousiasme du référendum, les Grecs, groguis, ont marqué peu d'intérêt pour cette campagne. Nombreux sont ceux qui ont exprimé leur désarroi, leur lassitude, voire leur dégoût. C'est la troisième fois en huit mois et la sixième fois en six ans qu'ils sont appelés aux urnes pour résoudre une crise qui ne fait qu'empirer. Deux mois plus tôt, leur rejet massif du troisième mémorandum s'est aussitôt transformé en validation d'un « *plan de sauvetage* » aux termes encore plus durs. Et depuis, le parti de « *gauche radicale* » qu'ils ont élu en janvier a cessé de prétendre mettre fin à l'austérité, ou du moins pas d'ici l'avènement incertain d'une « *autre Europe* ». Aux 43% d'électeurs qui ne se sont pas déplacés pour ce scrutin cadencé dont le principal enjeu était de savoir qui va gérer l'austérité, s'ajoutent ceux qui ont glissé un bulletin non valide (1,26%) ou blanc (1,16%) ; sans oublier que près d'un votant sur dix (6,41% des inscrits) a donné sa voix à un parti resté sous le seuil électoral de 3%. Au final, voici donc la Grèce dotée d'un parlement qui représente moins de la moitié du corps électoral (49,62%).

	Élections 4/10/2009	Élections 6/5/2012	Élections 17/6/2012	Élections 25/1/2015	Référendum 5/7/2015	Élections 20/9/2015
<b>Électeurs inscrits</b>	9.930.717 (100%)	9.949.401 (100%)	9.947.876 (100%)	9.911.495 (100%)	9.858.508 (100%)	9.840.525 (100%)
<b>Électeurs votants</b>	6.856.067 (69,04%)	6.476.745 (65,10%)	6.216.798 (62,47%)	6.330.786 (63,87%)	6.161.140 (62,5%)	5.566.295 (56,57%)
• Votes blancs et nuls	• 186.056 (2,64%)	• 152.649 (2,35%)	• 61.334 (0,98%)	• 149.512 (2,36%)	• 357.153 (5,80%)	• 134.445 (2,42%)
• Votes pour des partis non représentés (sous le seuil des 3%)	• 331.069 (4,83%)	• 1.202.926 (18,57%)	• 368.277 (5,92%)	• 533.089 (8,42%)	–	• 548.515 (9,85%)
<b>Abstentionnistes</b>	3.074.650 (30,96%)	3.625.305 (36,44%)	3.793.937 (38,13%)	3.580.709 (36,13%)	3.697.368 (37,5%)	4.274.230 (43,43%)
<b>Total des électeurs représentés au parlement</b>	6.338.942 (63,83%)	4.968.521 (49,94%)	5.724.328 (57,54%)	5.648.185 (56,99%)	–	4.883.335 (49,62%)

<b>Total des électeurs non représentés au parlement</b>	3.591.775 (36,17%)	4.980.880 (50,06%)	4.223.548 (42,46%)	4.263.310 (43,01%)	–	4.957.190 (50,38%)
---	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	---	-----------------------

## « Un mandat fort », vraiment ?

En convoquant ces élections anticipées, Alexis Tsípras avait un but en commun avec les créanciers : faire oublier le résultat du référendum et donner un vernis démocratique au troisième mémorandum signé contre la volonté des Grecs. Il lui fallait asseoir définitivement son emprise sur Syriza, légitimer son virage centriste et éliminer son aile gauche. Mission réussie. Les Grecs ont voté pour « la stabilité ». En pourcentage, la victoire de Syriza est très nette (35,46%) face au score du second parti, Nouvelle Démocratie (28,10%). Alexis Tsípras pâtit peu de la triste issue de six mois de « négociations » et du départ de son aile gauche. Il ne perd qu'un petit pourcent (et quatre députés) depuis janvier. Mais en nombre de suffrages, c'est 320.000 électeurs qui se sont évaporés de Syriza en huit mois. Son allié, l'Anel (les Grecs Indépendants), réussit de justesse son entrée au parlement mais en voyant son électorat fondre des deux tiers depuis sa création aux législatives de 2012. La coalition Syriza-Anel est reconduite d'une courte tête, mais elle est moins forte que précédemment (155 députés au lieu de 162). L'un dans l'autre, les deux partis du gouvernement représentent tout juste 21,61% des électeurs inscrits. Leur mandat ? Tous deux ont annoncé clairement qu'ils appliqueraient le mémorandum mais en cherchant à en « adoucir » les effets. La lutte contre le clientélisme et le pouvoir des oligarques est leur seul thème de campagne sur lequel ils disposent d'un peu de marge de manœuvre par rapport à la tutelle des institutions européennes.

	Élections 4/10/2009	Élections 6/5/2012	Élections 17/6/2012	Élections 25/1/2015	Élections 20/9/2015
<b>Syriza</b>	315.627 (4,60% des votants)	1.061.282 (16,78% des votants)	1.655.022 (26,89% des votants)	2.246.064 (36,34% des votants)	1.925.904 (35,46% des votants)
<b>Anel</b>	–	670.957 (10,61% des votants)	462.466 (7,5% des votants)	293.329 (4,8% des votants)	200.423 (3,69% des votants)
<b>Gvt Syriza-Anel</b>	–	–	–	2.539.393 (25,62% des inscrits)	2.126.327 (21,61% des inscrits)

## Adhésion à l'austérité et rejet du Grexit ?

La gauche favorable à une sortie de l'eurozone ne tire pas profit de la capitulation de Tsípras. De là à en tirer des conclusions sur l'adhésion des Grecs aux exigences des créanciers et sur leur attachement indéfectible à l'euro, il y a un pas que certains franchissent trop rapidement... D'abord, parce que ce récit oublie de noter que tous les partis ayant soutenu le nouveau mémorandum ont perdu des électeurs (en premier lieu To Potami, le chouchou de Bruxelles, mais aussi Syriza, Anel, Nouvelle Démocratie, tous, sauf le Pasok mais cela s'explique par son alliance avec le Dimar) : ensemble, leur perte totalise près de 715.000 voix. Ensuite, parce que si l'Unité populaire n'a pas atteint le seuil nécessaire pour entrer au parlement, il ne lui a manqué que 7.000 voix pour obtenir dix élus. Son résultat (155.242 voix, 2,86%) est proche des tout premiers scores de la carrière de Syriza, ce qui n'est pas rien pour une formation constituée en quatre semaines et qui n'a pas eu beaucoup d'espace dans cette campagne que les médias et instituts de sondages ont cantonnée à un choix entre Syriza et Nouvelle Démocratie (comme à l'époque du bipartisme, sauf que Syriza a remplacé le Pasok), voire à un choix

entre deux personnalités, celle du jeune Tsípras et celle plus classique d'Evángelos Meïmarákis. Ainsi, les appels au « *vote utile* » pour barrer la route à la droite ont joué en défaveur des petits partis. Au parlement, seul le KKE (stable avec ses 301.632 électeurs et ses 5,55%) représente une position « de gauche » plus dure envers l'Europe et envisageant une rupture avec l'euro. D'autres partis sont sur une ligne similaire, comme Antarsya (0,85%) ou l'Epam (0,77%), mais ils se sont présentés en ordre dispersé. Ensemble, bien que quasi absents de la représentation parlementaire, ils « pèsent » tout de même environ 10% des votants, soit près d'un million d'électeurs. Et cela, dans le contexte d'élections convoquées en pleines vacances d'été et dans un climat de désillusion, qui n'ont pas été propices au débat sur des sujets comme le nouveau mémorandum et son caractère néo-colonial, la dette et l'opportunité de son remboursement, l'euro et son emprise sur les politiques économiques, etc. Les principaux partis avaient intérêt à mettre ces questions en sourdine, et les médias ne les ont pas amenés sur ce terrain.

## **Des vainqueurs à la vue courte**

Le caractère précipité de ces élections avait aussi pour but de prendre les Grecs par surprise, avant que les mesures anti-sociales votées cet été ne fassent leur effet et avant que de nouvelles réformes, comme celle des retraites, ne soient entérinées. Grâce à cette tactique, le gouvernement Syriza-Anel a sans doute gagné quelques semaines de paix sociale. Mais sa victoire repose sur le rejet et le désaveu exprimé par une majorité de la population envers une situation de déni démocratique et une classe politique qui n'a pas réussi à se défaire de la tutelle européenne. De ce point de vue, les créanciers peuvent être satisfaits. Ils ont réussi à imposer leurs vues à l'ensemble des grands partis grecs. Leur « plan de sauvetage » sera mis en œuvre par un parti de « gauche radicale » euro-compatible, ce qui leur a permis d'envoyer un message fort contre toute tentative d'alternative politique en Europe. Que rêver de mieux ? Sauf que sous les apparences, les vainqueurs d'aujourd'hui sont manifestement assis sur une poudrière qui va avoir bien des occasions d'exploser.

Gwenaël Breës

(Sources : [Ministère de l'Intérieur grec](#), [Wikipedia](#).)